

## Un mois après la rentrée, le constat est accablant !

Dans tous les lycées de France, les professeurs sont sommés, par des textes parus fin juillet, de mettre en place, dans des délais très courts, un projet d'évaluation censé permettre d'harmoniser les pratiques d'évaluation de manière à « consolider » le caractère national du baccalauréat.

Conformément aux textes, les IA-IPR sont mis à contribution pour « venir en appui » à la réflexion et, selon les académies, ils organisent des réunions pour les professeurs de leurs disciplines et/ou interviennent dans les établissements à l'occasion des demi-journées de travail autour du projet d'évaluation.

Or, ce que nous constatons sur le terrain ainsi que l'analyse pédagogique que nous faisons de la situation nous conduisent à un certain nombre de remarques :

- La commande relative au projet d'évaluation porte sur les modalités de l'évaluation (nombre de devoirs, type de devoirs, coefficients, etc...) et non sur les attentes en termes de « niveau ». Ainsi, dans le cadre d'un même « projet d'évaluation », rien ne garantit que deux professeurs de la même discipline mettraient la même note à une même copie. **Le projet d'évaluation ne conduisant à aucune harmonisation réelle des attentes, sa portée en termes de consolidation du caractère national du baccalauréat est vraiment très faible, y compris au sein d'un même établissement.**
- Si l'harmonisation des attentes n'est que très peu réalisée au sein même des établissements elle est *a fortiori* inexistante entre établissements, d'autant que **le Guide de l'inspection générale, tantôt trop général, tantôt trop prescriptif -alors qu'il n'a pas un statut de texte réglementaire !- ne peut pas constituer un véritable repère pour les professeurs.**
- Si le « projet d'évaluation » ne répond à aucune des inquiétudes légitimes des élèves (et de leurs familles) au sujet de la « fiabilité » de leurs notes dans le contexte très anxiogène de Parcoursup et des 40% de baccalauréat en contrôle continu, il est certain, en revanche, qu'il a créé des tensions dans les établissements. Dans ce contexte, **les IA-IPR ont souvent été obligés de défendre, devant les professeurs, un projet dont ils savent parfaitement les limites et les insuffisances et d'user d'arguments d'évidence spécieux. Cela a contribué à saper la confiance entre les professeurs et leurs IA-IPR, ce que nous ne pouvons que déplorer.**
- Ce qui se profile, sur le terrain, c'est une somme de projets d'évaluation très disparates, certains extrêmement vagues et donc inutiles, d'autres extrêmement précis et injonctifs... et donc inutiles car inapplicables. **Dans l'ensemble, cela n'apportera aucune « consolidation » au baccalauréat, aucune réponse aux inquiétudes des élèves, aucun répit aux professeurs soumis à la pression des familles.** En revanche, cela aura été l'occasion de donner encore une fois l'impression aux professeurs que l'institution, notamment par le biais des corps d'inspection, ne cherche qu'à les caporaliser de plus en plus.

En conclusion, nous estimons donc que la commande relative au « projet d'évaluation », par les modalités retenues et les délais impartis, répond avant tout à un objectif politique : pouvoir affirmer, dans les plus brefs délais, que la question du caractère national du baccalauréat est résolue grâce au travail d'harmonisation mis en œuvre dans les établissements.

**Aucun des problèmes massifs générés par la réforme du baccalauréat et, surtout, par la sélection généralisée liée à Parcoursup, n'est résolu.**

Bien au contraire, cet énième exemple d'impréparation, de ton injonctif et de souci de la « com' » vient saper encore un peu plus le sérieux du baccalauréat et le sens que les professeurs arrivent encore un peu à donner à leur travail.

Le travail sur l'harmonisation des attentes est absolument nécessaire mais il nécessite du temps et doit se faire dans la confiance réciproque et le respect de l'expertise et de la liberté pédagogique des enseignants : dans la situation actuelle, ces conditions sont très loin d'être remplies.

Le SIA dénonce haut et fort cette situation et appelle à un changement radical d'orientation pour que l'on retrouve un véritable Baccalauréat national, pour que cesse la sélection généralisée issue de Parcoursup, qui plonge les élèves dans un concours permanent, et pour que la pédagogie et l'efficacité de l'enseignement puissent retourner au cœur des préoccupations et du travail de tous, professeurs et IA-IPR ensemble.